

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 14 AVRIL 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION N° 25/213 RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A LA MEDIATION DE L'EAU CONCERNANT LES LITIGES RELATIFS AUX SERVICES DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT - ANNEE 2025		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/213

BUREAU DU 14 AVRIL 2025

**O B J E T : RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A LA MEDIATION
DE L'EAU CONCERNANT LES LITIGES RELATIFS AUX
SERVICES DE L'EAU POTABLE ET DE
L'ASSAINISSEMENT - ANNEE 2025**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la consommation notamment son article L.152-1 et suivants, et ses articles L.611-1 à L.616-3 et R.612-1 à R.614-4,

VU le Décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017, portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégation du Conseil au Président et au Bureau,

VU la décision 18/1077 du bureau métropolitain du 17 décembre 2018 autorisant la signature de la convention de partenariat pour la mise en œuvre du recours à la médiation concernant les litiges relatifs aux services de l'eau potable et de l'assainissement,

VU la décision 24/170 du bureau métropolitain du 18 mars 2024 relative au renouvellement de l'adhésion pour l'année 2024,

CONSIDERANT le droit reconnu au consommateur de recourir gratuitement à un médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable du litige qui l'oppose à un professionnel et oblige celui-ci à garantir un recours effectif, facultatif et gratuit à ce nouveau droit,

CONSIDERANT l'obligation faite aux services publics ayant un caractère industriel et commercial tels que les services de l'eau et de l'assainissement, de garantir aux consommateurs la possibilité d'un recours gratuit à un dispositif de médiation conforme aux exigences fixées par le code de la consommation en cas de litige,

CONSIDERANT l'association « Médiation de l'eau » figure sur la liste des médiateurs de la consommation publiée par le ministère de l'Economie et des Finances,

CONSIDERANT que l'article 2 de la convention initiale, ayant pris effet le 1^{er} janvier 2019 précise la durée à caractère indéterminée,

CONSIDERANT qu'il s'agit de renouveler l'adhésion à l'association « Médiation de l'eau » pour l'année 2025,

CONSIDERANT que le montant de l'adhésion annuelle, calculée selon le barème de la médiation de l'eau en fonction du nombre d'abonnés concernés, s'élève à 876,95 € HT pour l'année 2025,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE DIRE que les dispositions de la convention initiale pour la mise en œuvre du recours à la médiation concernant les litiges relatifs aux services de l'eau potable et de l'assainissement, ayant pris effet le 1^{er} janvier 2019 restent et demeurent inchangées.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits :

- Afférents aux coûts de l'adhésion pour l'exercice 2025 seront inscrits aux budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement compte 6226 au prorata du nombre d'abonnés déclarés chaque année à la Médiation de l'Eau selon le barème annexé à la convention dont le montant total se répartit comme suit :

Budget annexe eau potable (BA14) :

- Six-Fours 311,13 € HT.
- La Garde 115,14 € HT.

Budget annexe assainissement (BA10) : 450,08 € HT.

- Afférents aux coûts des prestations pour l'exercice 2025 seront inscrits aux budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement compte 6226 en fonction des saisines et selon le barème, soit :
 - Saisine : 35 € HT.
 - Instruction simple : 110 € HT.
 - Instruction complète : 300 € HT.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 14 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR 14
CONTRE 0
ABSTENTION 0



BARÈME DE L'ABONNEMENT ET DES PRESTATIONS 2025 APPLICABLE AUX SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Abonnement

Le montant de l'abonnement est fixé à :

- 100 € HT + 0,0096 € HT par abonné pour les services gérant moins de 25 000 abonnés eau ou assainissement,
- 100 € HT + 0,0116 € HT par abonné pour les services gérant plus de 25 000 abonnés eau ou assainissement.

Prestations courantes

Le barème suivant sera appliqué aux prestations rendues pour les membres adhérents à l'association :

Saisine recevable	35 € HT
Instruction simple	110 € HT
Instruction complète	300 € HT

Prestations spécifiques

Traitements multiples : En cas de litiges multiples trouvant une même origine, au-delà de la facturation d'une instruction complète pour le 1^{er} dossier, les dossiers suivants sont facturés avec un tarif minoré de 20 %.

Traitements à 3 services. Pour exemple :

Service d'eau : ancien opérateur = 75€ / nouvel opérateur = 75€

Service d'assainissement = 150€

Total facturation du dossier = 300€

